

SUCRE

Situation du marché

Après cinq années consécutives d'excédents sur les marchés mondiaux, la campagne 2015 a marqué le début d'une période de déficit de production. D'après les statistiques préliminaires, la production sera également déficitaire pendant la campagne 2016-17, les hausses attendues étant considérées insuffisantes pour répondre à la demande mondiale. Cette pénurie mondiale est due en partie à un ralentissement de la production dans certains des principaux pays exportateurs, à savoir le Brésil et la Thaïlande, mais aussi à une contraction en Inde, deuxième producteur mondial. Il n'est pas prévu, toutefois, que le ratio mondial stocks/consommation redescende aux niveaux observés en 2009 et 2010, malgré les déstockages sur le marché intérieur entrepris par les pouvoirs publics chinois.

Contrairement à ce qu'il se passe avec d'autres produits agricoles de base, le sucre s'échange à des cours relativement élevés. Ces derniers ont commencé à grimper en flèche au milieu de l'année 2015 en raison de tensions sur le marché, après quatre campagnes marquées par des prix mondiaux relativement bas. L'isoglucose, l'alternative la plus compétitive au sucre, représente environ 10 % du marché des édulcorants ; il a également vu son prix augmenter en 2016 en raison d'un réalignement entre l'offre et la demande aux États-Unis, principal pays exportateur. Ces cours élevés sur les marchés internationaux laissent présager de belles perspectives de production pour les années qui viennent.

Principaux éléments des projections

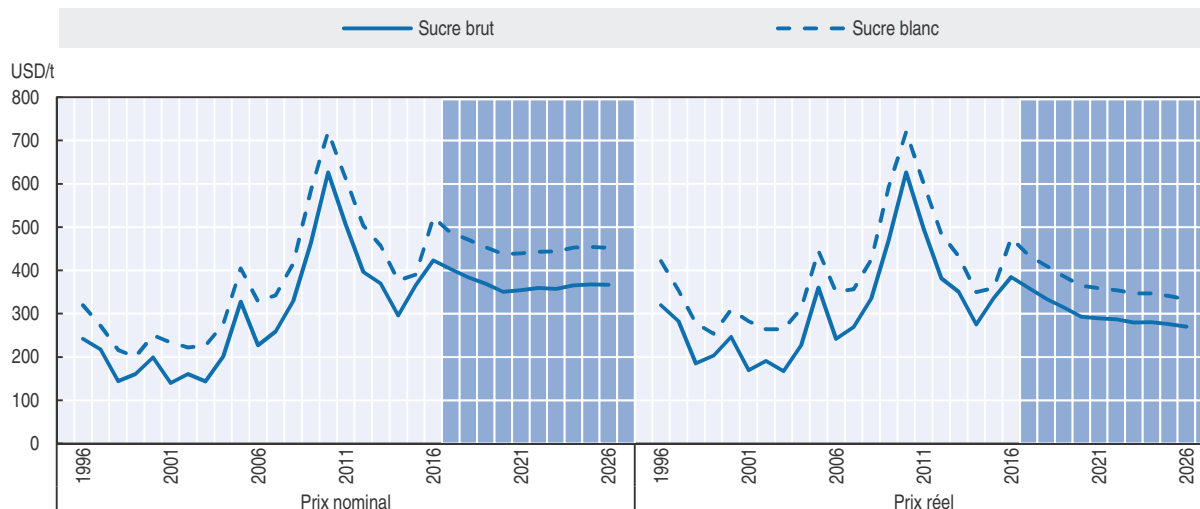
Au début de la période des projections, les cours mondiaux du sucre sont relativement élevés, ce qui détermine l'équilibre du marché dans les années suivantes. Dans l'hypothèse de conditions météorologiques normales et d'un prix modique des intrants, l'activité des sucreries devrait s'intensifier sur la période, augmentant par là-même la disponibilité de ce produit. Les prix du sucre devraient baisser pendant quelques années avant de se redresser légèrement en valeur nominale, mais ils continueront de diminuer en valeur réelle. Le ralentissement de la croissance démographique et l'évolution du comportement des consommateurs vis-à-vis du sucre devraient très probablement peser sur la demande. Le marché restera tributaire des chocs qui affectent la production, des facteurs macroéconomiques et des politiques intérieures qui façonnent les performances de la filière. Des efforts de libéralisation ont été menés dans les principales régions de production, y compris dans l'Union européenne (suppression du quota en 2017) et en Inde, et la Thaïlande devrait réformer sa politique sucrière à la suite de la plainte déposée par le Brésil à l'OMC.

Les superficies consacrées aux cultures sucrières devraient augmenter dans de nombreuses régions du monde, ces cultures étant plus rémunératrices que d'autres. Exploitée surtout dans les pays en développement (Afrique, Asie et Amérique du Sud), la canne à sucre reste la principale culture sucrière. La betterave à sucre devrait voir sa part de la production reculer légèrement, passant de 14 % durant la période de référence à 12.9 % en 2026. Le Brésil est le premier producteur et exportateur mondial de sucre et sa filière devrait se relever après avoir connu de gros problèmes financiers ces dernières années. Signe de la reprise, les investissements dans le renouvellement des plantations

ont augmenté et devraient continuer à le faire. En outre, compte tenu du recul des cours mondiaux du pétrole, le sucre devrait être relativement plus rentable que l'éthanol au début de la période de projection, mais une croissance plus forte de la production d'éthanol est attendue sur la période dans son ensemble.

En Asie, la croissance solide de la demande de sucre continuera de soutenir le développement du secteur durant la période couverte. Les efforts de déréglementation ne devraient pas aboutir à une suppression pure et simple des mesures de soutien et de protection à la frontière, mais devraient malgré tout se répercuter sur le marché. Une progression positive est également prévue en Afrique, où le nombre d'usines en service augmente (en particulier en Éthiopie). Globalement, la production de plantes sucrières et de sucre devrait s'accroître, de 17 % et 24 % respectivement ces dix prochaines années, et la croissance de la proportion de la production de canne à sucre transformée en éthanol devrait baisser légèrement, passant d'environ +0.6 % par an durant la décennie écoulée à 0.4 % pendant la décennie à venir.

Graphique 3.3. **Prix nominal et réel du sucre dans le monde**



Note : prix du sucre brut : contrat Intercontinental Exchange n° 11, prix à terme à l'échéance la plus proche; prix du sucre raffiné, marché de l'Euronext, Liffe, contrats futurs No. 407, Londres. Les prix du sucre en termes réels sont les prix nominaux déflatés par le déflateur du PIB des États-Unis (2010 = 1).

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-en>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524220>

Durant la période de projection, la croissance de la demande mondiale d'édulcorants par habitant ne devrait pas beaucoup évoluer par rapport aux dix dernières années (0.7 % par an contre 0.6 %). Le ralentissement de la croissance démographique freinera la progression de la demande, tout comme l'évolution des comportements vis-à-vis de la consommation de produits sucrés, qui est de plus en plus souvent associée à l'obésité et à d'autres problèmes de santé. Certaines entreprises ont pris des mesures récemment pour réduire la teneur en sucre de leurs produits. Il n'est pas prévu que la consommation de sucre augmente dans les pays développés pendant la décennie qui vient, mais sous l'effet de la croissance démographique et de l'urbanisation, elle devrait s'accroître dans les pays en développement, où les consommateurs consacrent une proportion plus importante de

leurs ressources aux boissons et à l'alimentation. Globalement, la consommation d'édulcorants devrait augmenter de 20.3 % ces dix prochaines années.

Le sucre restera une denrée très échangée, environ 33 % de la production totale devant être exportée durant la période couverte par les projections. Les exportations devraient rester concentrées, 48 % du total provenant du Brésil, où la production de canne à sucre est partagée entre la production de sucre, dont 72 % sont exportés, et la production d'éthanol utilisé sur place. Les exportations devraient s'accroître dans les pays qui ont modernisé ou réformé leur secteur sucrier (notamment l'Australie, l'Union européenne et la Thaïlande). Les importations resteront diversifiées et seront déterminées principalement par la demande de l'Afrique et de l'Asie.

Après une diminution régulière pendant quatre campagnes consécutives, les prix internationaux du sucre se situent à un niveau relativement élevé depuis 2015, même s'ils demeurent près de 28 % en dessous du sommet atteint en 2010. Les prix nominaux devraient diminuer ces prochaines années, puis se stabiliser à un palier relativement haut par rapport à la moyenne de long terme calculée avant la hausse de 2009. Le prix du sucre devrait s'établir à 367 USD/t en 2026, avec une prime au sucre blanc estimée à 86 USD/t. En termes réels, les cours devraient diminuer régulièrement pour s'établir à un niveau plus bas, en moyenne, que pendant les dix années précédentes.

Les perspectives pour la production de sucre dépendent d'un certain nombre de facteurs, comme les événements météorologiques, la situation macroéconomique et les politiques nationales. Toute modification de ces paramètres influera sur les résultats des projections, sur les échanges de sucre et sur les cours. Ainsi, une modification de la valeur de la devise brésilienne (real) par rapport au dollar des États-Unis ou des cours mondiaux du pétrole brut se répercutera sur la marge bénéficiaire des producteurs de sucre, ce qui aura des conséquences sur les échanges de ce produit. Les projections pourraient aussi subir l'effet de mouvements sur les marchés de cultures concurrentes, du secteur des aliments du bétail, des biocarburants ou des fluctuations des prix d'autres édulcorants caloriques.

Le chapitre détaillé du sucre est disponible en ligne à l'adresse

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-9-fr

SUCRE

Prix

Au tout début de la période de projection, le prix du sucre est relativement élevé sur les marchés mondiaux en raison d'une tension sur ces derniers. Les cours devraient toutefois reculer pendant plusieurs années avant de s'orienter modérément à la hausse vers la fin de la période. En 2026, ils devraient être supérieurs à leur valeur nominale moyenne des deux dernières décennies, mais inférieurs à leur valeur moyenne réelle. Le prix nominal mondial du sucre brut est estimé à 367 USD/t (16.7 cts/lb) et celui du sucre blanc à 453 USD/t (20.5 cts/lb) en 2026. La surcote du sucre blanc, bien qu'elle soit actuellement plus importante sous l'effet de l'accroissement de la demande à l'importation du Myanmar et du Soudan, devrait se contracter en 2017, la suppression du contingent de sucre de l'Union européenne permettant de nouvelles exportations de cette denrée sur le marché mondial. Les pressions à la baisse ainsi exercées sur les prix du sucre raffiné inciteront les producteurs à privilégier les exportations de sucre brut plutôt que de sucre blanc, ce qui aura pour effet de stabiliser la surcote à la fin de la période considérée (86 USD/t).

Les variations annuelles des prix du sucre devraient diminuer durant la période des projections, grâce à l'abandon progressif des mesures de soutien dans plusieurs pays essentiels. Du côté de l'offre, l'Union européenne supprimera le contingent de sucre en octobre 2017, tandis que la Thaïlande devrait éliminer son contingent de production et ses mécanismes de soutien des prix d'ici à la fin de 2017. L'Inde a d'ores et déjà instauré des mesures de soutien en 2013 afin de compenser ainsi la répétitivité des cycles de production. Des réformes sont également attendues du côté de la demande, avec des réductions dans les programmes de subventions à la consommation, suite à des tensions budgétaires (comme en Malaisie, en Égypte ou au Maroc). En outre, la demande de sucre devrait réagir à l'instauration d'une taxe sur les boissons sucrées dans plusieurs pays (comme l'Afrique du Sud, le Mexique ou la Thaïlande).

Production

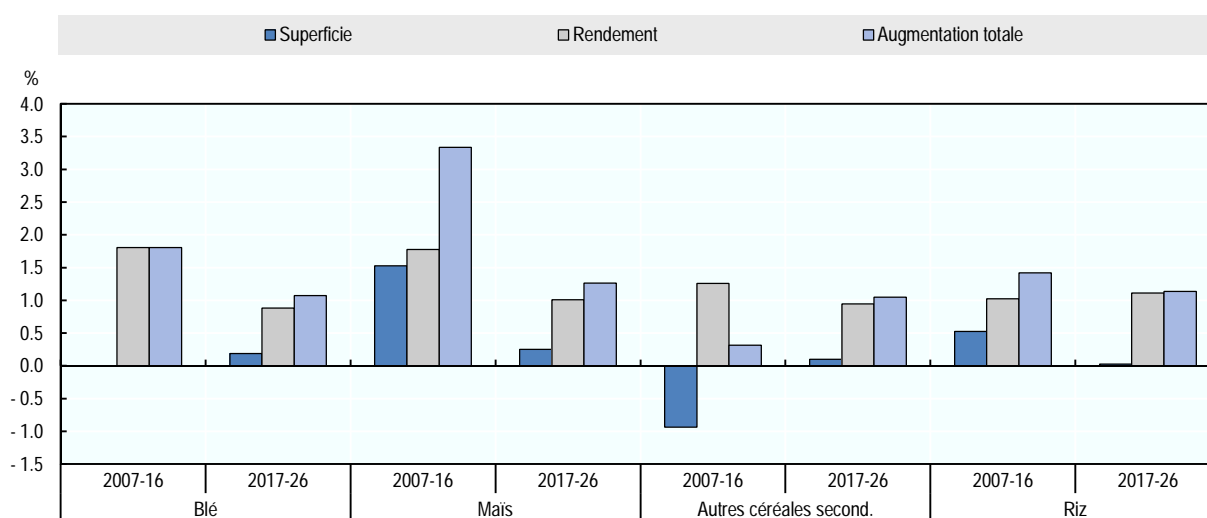
Sur la période couverte, les marchés du sucre réagissent avant tout à la conjoncture. Sous réserve de conditions climatiques normales, les perspectives en matière d'approvisionnement sont favorables, avec une augmentation des zones cultivées, surtout pour la canne à sucre, une hausse des rendements et une modernisation prévue ou en cours dans de nombreux pays producteurs. Le Brésil, premier producteur et fournisseur de sucre, bénéficie de prix élevés depuis la campagne de 2015, aidé en cela par la dépréciation de sa devise. La filière devrait donc connaître une embellie durant la période de projection, à mesure que le pays se remet de la crise financière récente et que le secteur du sucre récupère d'une longue période d'endettement. Par ailleurs, les perspectives devraient elles aussi se révéler favorables pour les pays qui ont investi dans des installations de traitement (Fédération de Russie) ou des plantations (Australie). Cette hausse de la production est compensée par une croissance nulle en Europe après quelques années et en Fédération de Russie. Les stocks mondiaux devraient rester bas pour la prochaine campagne, avant que la reconstitution ne redémarre, mais le ratio stocks/consommation devrait rester plutôt stable, à environ 40 %.

La production mondiale de sucre devrait augmenter de 1.7 % par an pour atteindre 210 Mt en 2026, ce qui correspond à une hausse de près de 41 Mt, soit 24 % de plus que pendant la période de référence (2014-2016). Elle devrait croître plus rapidement dans les pays en développement, qui compteront pour 79 % de la production mondiale de sucre en 2026 contre 76 % pendant la période de référence. L'Asie et l'Amérique latine-Caraïbes sont les régions en développement qui assurent la plus grande part de la production : elles devraient réaliser 38 % et 35 % de la production mondiale, respectivement, en 2026, contre 37 % et 34 % durant la période de référence. La production de sucre devrait progresser de 2.6 % par an ces dix prochaines années, contre 2.0 % par an durant la précédente décennie en Asie, et de 1.6 % par an contre 2 % en Amérique latine. Cette progression devrait résulter principalement de l'accélération de la production en Inde, en Thaïlande, au Pakistan et en Amérique latine. La production en Afrique devrait s'accroître de 2.7% par an, grâce aux investissements dans des exploitations et sucreries en Afrique subsaharienne. Dans les pays développés, en revanche, la production devrait croître bien plus lentement que dans les pays en développement (de 0.06 % et 2.14 % par an, respectivement) au cours de la prochaine décennie. Les plus fortes hausses en volume sont prévues dans l'Union européenne, où la production devrait augmenter les premières années après l'abrogation du contingent sur le sucre. Cependant, seuls les pays compétitifs pourront se maintenir sur

le marché et, au total, la production devrait augmenter de 1.4Mt d'ici 2026 ou 8.6%. Ensuite viendraient les États-Unis (+0.8 Mt) et l'Australie (+0.7 Mt) (graphique 3.3.2).

La canne à sucre devrait représenter environ 86 % de la production sucrière ces dix prochaines années, même si la production de betterave à sucre est attendue en hausse en Égypte, en République populaire de Chine (ci-après dénommée « la Chine »), en Ukraine, en Europe de l'Est et en Turquie. Pour la canne à sucre, la progression est principalement due à une amélioration des rendements et à une extension des superficies, tandis que, pour la betterave à sucre, ce sont des rendements plus élevés qui expliquent ce résultat, avec des surfaces totales qui devraient diminuer de 3 % sur la période. Par rapport à la période de base, la quantité de canne à sucre consacrée à produire de l'éthanol devrait augmenter de 9Mt alors qu'une baisse de 3.5Mt est attendue dans la quantité de betterave à sucre utilisée pour produire de l'éthanol.

Graphique 3.3.1. Cultures sucrières dans le monde



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524543>

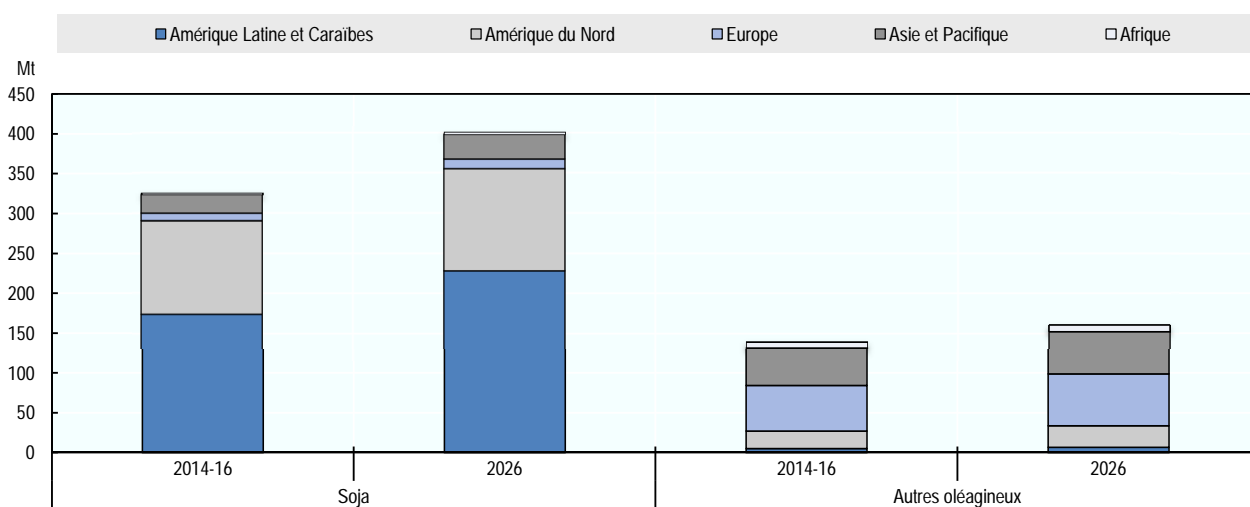
Sur la période de projection, le Brésil conservera sa position de leader sur le marché du sucre. La filière brésilienne commence en effet à se redresser après des performances en recul ces dernières années, du fait, entre autres, de mauvaises conditions météorologiques et d'une grave récession économique. Les sucreries ont également été confrontées à une dette extérieure élevée libellée en dollars des États-Unis, sous l'effet de la mécanisation, de la hausse du coût de la main d'œuvre et d'un accès limité au crédit. Plusieurs sucreries ont ainsi fait faillite. Toutefois, l'envolée récente des prix et un taux de change favorable ont permis à la filière de se désendetter. Si la situation financière reste fragile, le sous-secteur du sucre procède malgré tout à de nouveaux investissements et renouvelle une partie des plantations. Par ailleurs, la filière devrait profiter à court terme de marges bénéficiaires plus élevées que celles de l'éthanol. En l'absence de chocs météorologiques, la production devrait renouer avec les niveaux élevés atteints précédemment et s'établir à 45.3 Mt à la fin de la période considérée.

L'Inde, la Thaïlande et la Chine sont les trois principaux producteurs de sucre en Asie. L'Inde arrive en première place et la production de sucre de canne devrait augmenter, en raison d'une demande intérieure soutenue et du développement de la filière éthanol. En Inde, la réforme récente de la politique du sucre stabilise les prix versés aux producteurs (les sucreries étant tenues de répercuter sur ces derniers les « prix conseillés par l'État ») et élimine les obstacles à la commercialisation. Les mesures prises dernièrement pour soutenir l'éthanol issu de la mélasse créent de nouvelles incitations qui stimulent la production de canne à sucre et le développement des capacités de transformation. La production de sucre de l'Inde devrait s'établir à 31.1 Mt en 2026, soit environ 21 % au-dessus du niveau de la période de référence 2014-16.

La Thaïlande produit de grandes quantités de canne à sucre et a atteint un pic de production en 2010. Elle est devenue, en 2014, le second producteur de sucre de la région, bien qu'elle ait subi une sécheresse qui a nui aux rendements, en 2015 et en 2016. À supposer que les conditions météorologiques soient normales, la Thaïlande devrait conserver sa position sur le marché même si, à moyen terme, il est prévu que la croissance de la production marque le pas par rapport aux dix années précédentes. Au demeurant, à mesure que la culture de la canne à sucre

s'étend vers des zones moins propices à la production, les rendements deviennent plus volatils et les coûts de main-d'œuvre augmentent, la petite taille des exploitations faisant obstacle à la mécanisation. L'utilisation croissante de bioéthanol, en particulier à forte teneur en éthanol, stimule considérablement la production de sucre de canne et de mélasse. Ces dix prochaines années, cette production devrait augmenter de 3 % contre 4.7 % par an les dix années précédentes. Toutefois, la décision récente de la Thaïlande de supprimer ses quotas de production de sucre d'ici à la fin de l'année 2017 produira des effets qu'il est difficile de cerner aujourd'hui. En Chine, contrairement à ce qui se passe en Inde et en Thaïlande, le secteur souffre de coûts de main-d'œuvre élevés, les exploitations sont de petite taille et la productivité est faible. Il est souvent plus rentable pour les agriculteurs de s'orienter vers différentes cultures; la production devrait légèrement augmenter sur la période couverte, pour s'établir à 13.4 Mt en 2026, principalement grâce à l'augmentation des rendements de la canne à sucre. La Chine sera tributaire des importations pour combler son déficit.

Graphique 3.3.2. Production de sucre par type de culture



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524562>

En Afrique, la production de sucre devrait progresser de 2.7 % par an jusqu'en 2026, du fait que les capacités de production des exploitations et des entreprises de transformation continuent à augmenter, principalement dans les pays d'Afrique subsaharienne. Cette hausse s'explique par une forte demande intérieure de sucre, mais aussi par les débouchés commerciaux offerts notamment grâce à l'accord de partenariat économique (EPA) et par l'initiative « Tout sauf les armes » (TSA) de l'Union européenne. Toutefois, la levée du quota sucrier dans l'Union européenne, et le rapprochement des prix à l'exportation entre l'Union européenne et les pays qui font partie de l'initiative TSA, devrait avoir des conséquences négatives pour les exportations des pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), dont les coûts de production sont importants et qui ont précédemment bénéficié du prix plus élevé offert par l'Union européenne. La production de sucre d'Afrique du Sud a été très touchée par la sécheresse, mais ce pays considère que la filière est essentielle au développement rural ; la production devrait s'accroître à une allure modérée au cours des dix prochaines années (moins de 1 % par an).

Dans les pays développés, l'évolution devrait être plus tempérée que dans les pays en développement. Des hausses importantes sont observées en Australie, en Europe et aux États-Unis, sous l'effet, dans ce dernier pays, de la politique publique (voir plus loin). L'Australie, dont le marché est orienté vers l'exportation, bénéficiera des efforts déployés récemment par les grands groupes sucriers pour accroître les plantations de canne et les rendements de production, ainsi que du taux de change de l'AUD supposé faible par rapport au dollar des États-Unis. La production de sucre devrait augmenter de 1.0 % par an pour s'établir à 5.7 Mt en 2026.

L'Union européenne est le premier producteur de sucre parmi les pays développés. À partir du 1^{er} octobre 2017, les quotas pour le sucre et l'isoglucose et le prime minimum de la betterave seront supprimés ; les sucreries pourront transformer au même prix la betterave à sucre en différents produits, alimentaires ou non alimentaires. Le marché n'obéira plus qu'à ses fondamentaux, ce qui améliorera l'adéquation entre prix intérieurs et prix mondiaux. Cependant, des droits élevés limiteront les importations. Durant la période de référence, la différence entre les prix mondiaux et ceux de l'Union européenne est plus faible que précédemment, car un mouvement de correction a commencé. Sur la période de projection, la betterave sucrière est en concurrence avec d'autres cultures, mais, d'une façon générale, les

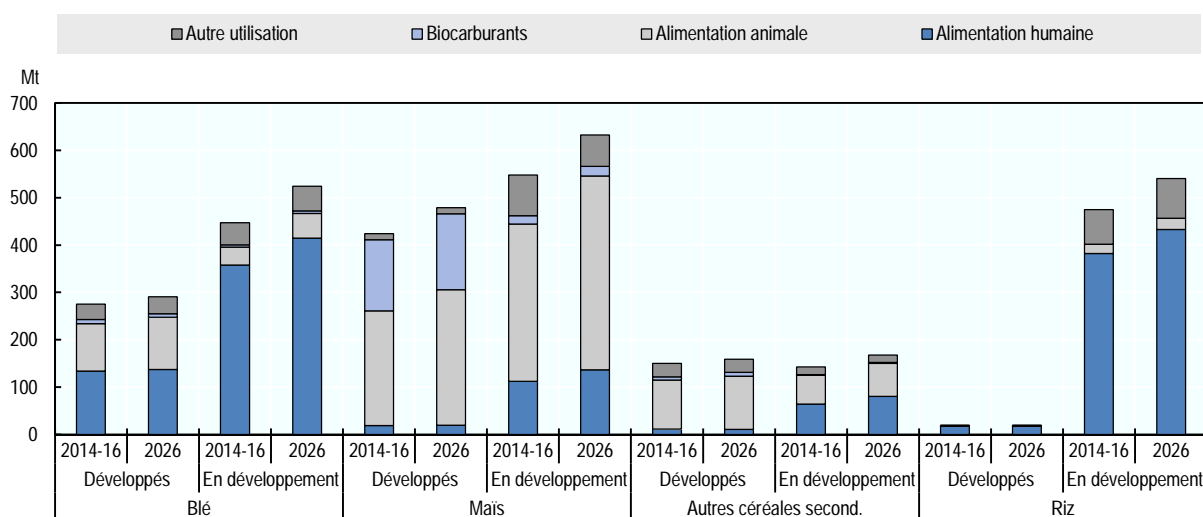
sucrieries tenteront de réduire leurs coûts et devraient bénéficier de prix du sucre relativement élevés par rapport à d'autres productions végétales de base. Une fois les quotas sur le sucre levés, les surfaces consacrées à la betterave à sucre devraient augmenter en 2017, puis diminuer les années suivantes. Quoi qu'il en soit, la hausse des rendements, le rallongement des campagnes de production et l'exploitation de la capacité existante permettront aux producteurs de conserver leur compétitivité. Une augmentation de la production de sucre est prévue les premières années de la période des projections ; toutefois, les producteurs inefficaces seront forcés de cesser leur activité, ce qui fera baisser la production qui devrait s'établir à 18.5 Mt en 2026. À partir d'octobre 2017, la betterave à sucre sera moins utilisée pour produire de l'éthanol (fin du sucre hors contingent), et la production d'isoglucose devrait décoller, de nouveaux sites de production s'ouvrant (Hongrie). Le sucre sera en concurrence avec l'isoglucose, surtout dans les zones de l'Union européenne ayant des excédents en céréales mais déficitaires en sucre.

Aux États-Unis, deuxième producteur de sucre parmi les pays développés, la production devrait augmenter de 0.23 % par an pour s'établir à 8.0 Mt en 2026. La filière reste toutefois fortement tributaire des politiques publiques, c'est-à-dire de l'application de mesures de soutien par le biais du programme de prêts aux producteurs de sucre, de quotas de commercialisation (OAQ) et du programme de flexibilité de l'approvisionnement des producteurs de bioénergie en matières premières. Cette filière reste également confrontée à des obstacles commerciaux, du fait de l'application de contingents tarifaires et d'accords régionaux. Les prix intérieurs devraient se maintenir à 38 % au-dessus des prix mondiaux. Au Mexique, la production de sucre devrait augmenter de 1.0 % par an. Même s'il est déficitaire en sucre, il continuera d'exporter plus d'un quart de sa production au marché américain, plus rentable. Depuis novembre 2015, toutefois, les États-Unis ont restreint ces importations à une certaine limite d'exportation pour qu'elles correspondent à un calcul des « besoins américains » défini (dans le cadre de l'accord sur les droits compensateurs et antidumping) afin de soutenir les prix américains. Les États-Unis ne prévoient pas d'augmenter leur production d'isoglucose, les sucrieries ayant restructuré leur production suite au recul des ventes de boissons gazeuses et d'une préférence des consommateurs pour le sucre, plutôt que pour les édulcorants ; une part plus importante servira à compenser le déficit prévu sur le marché mexicain des édulcorants.

La Fédération de Russie, qui a cherché à atteindre l'autosuffisance en sucre, continue d'avoir son industrie sucrière protégée par d'importantes barrières douanières. Les producteurs de betterave sucrière affichant de bons résultats sont désormais presque tous intégrés verticalement et moins enclins à s'orienter vers d'autres cultures. Sur les dix prochaines années, la production devrait s'établir autour de 5.2 Mt en moyenne. En Ukraine, la production de sucre devrait se redresser quelque peu à la faveur de l'amélioration prévue du climat économique et de la baisse du coût des intrants.

Les stocks mondiaux devraient continuer à baisser en 2017, mais se reconstituer les dix années suivantes. La moyenne du ratio stocks/consommation devrait être inférieure à celle de la précédente décennie, s'établissant à 40.2 % contre 41.4 %.

Graphique 3.3.3. Production, consommation et ratio stocks/consommation de sucre



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524581>

Consommation

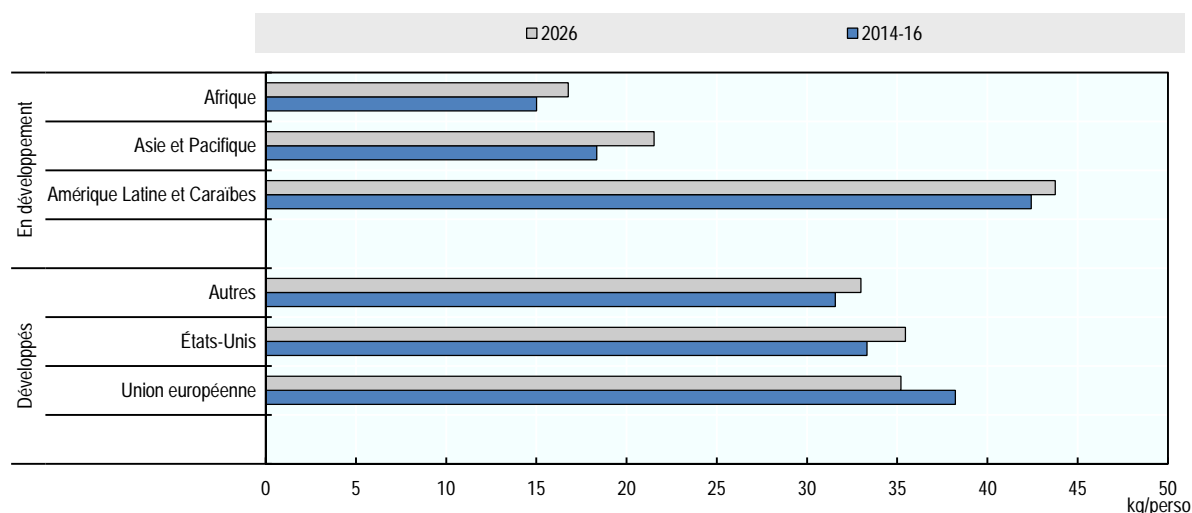
La consommation mondiale de sucre devrait s'accroître de 1.75 % par an, c'est-à-dire augmenter à un rythme légèrement plus lent que pendant la décennie précédente, pour atteindre 203 Mt en 2026. Cette évolution sera influencée par le léger ralentissement de la croissance démographique et l'atonie de la croissance économique mondiale. Les changements démographiques, ainsi que la hausse des revenus et l'urbanisation, stimulent la consommation de produits transformés, de confiseries et de boissons sucrées au détriment d'une utilisation directe du sucre. Ainsi, sur la période de projection, la consommation mondiale par habitant devrait progresser, passant de 22.9 kg/personne durant la période de référence à 24.8 kg/personne. Certains pays, inquiets d'une consommation excessive de sucre, ont taxé les boissons sucrées afin d'en diminuer la consommation.

Dans les pays en développement, la demande continuera de progresser rapidement, alimentée par l'augmentation des revenus, l'urbanisation et la croissance démographique, même si les variations sont considérables d'un pays à l'autre (graphique 3.3.4). La consommation de sucre par habitant dans l'Afrique urbaine et en Asie est historiquement faible et la marge de progression reste donc importante par rapport à d'autres régions.

La consommation de sucre augmentera avant tout dans les régions déficitaires que sont l'Asie-Pacifique et l'Afrique (63 % et 22 % respectivement), tandis que la croissance devrait rester modeste en Amérique latine, un continent où la consommation est déjà élevée. En Asie, l'Inde, et après elle la Chine et l'Indonésie, devraient connaître la plus forte hausse de la consommation. En Indonésie, la consommation devrait progresser plus vite que la moyenne mondiale, en raison de l'augmentation des revenus par habitant et du développement du secteur agroalimentaire. C'est au Bangladesh, en Indonésie et en Chine que l'on prévoit l'accroissement le plus important de la consommation par habitant. En Afrique, c'est en Égypte et en Afrique subsaharienne que la consommation prévue, en niveau et par habitant, affichera la plus forte hausse.

En revanche, dans de nombreux pays développés, la consommation par habitant devrait reculer, du fait d'un marché déjà mature ou saturé. Ce recul devrait être le plus conséquent dans l'Union européenne, les marchés du sucre étant confrontés à la concurrence croissante de l'isoglucose, suite à la levée des quotas sur le sucre en 2017. En revanche, l'inverse se produit aux États-Unis, où la part du sucre dans la consommation d'édulcorants devrait progresser. Une envolée de la demande est prévue dans la Fédération de Russie et en Ukraine, où le sucre continuera d'être considéré comme un produit de première nécessité tant que la croissance économique piétinera.

Graphique 3.3.4. Demande de sucre par habitant dans les principaux pays et régions



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524600>

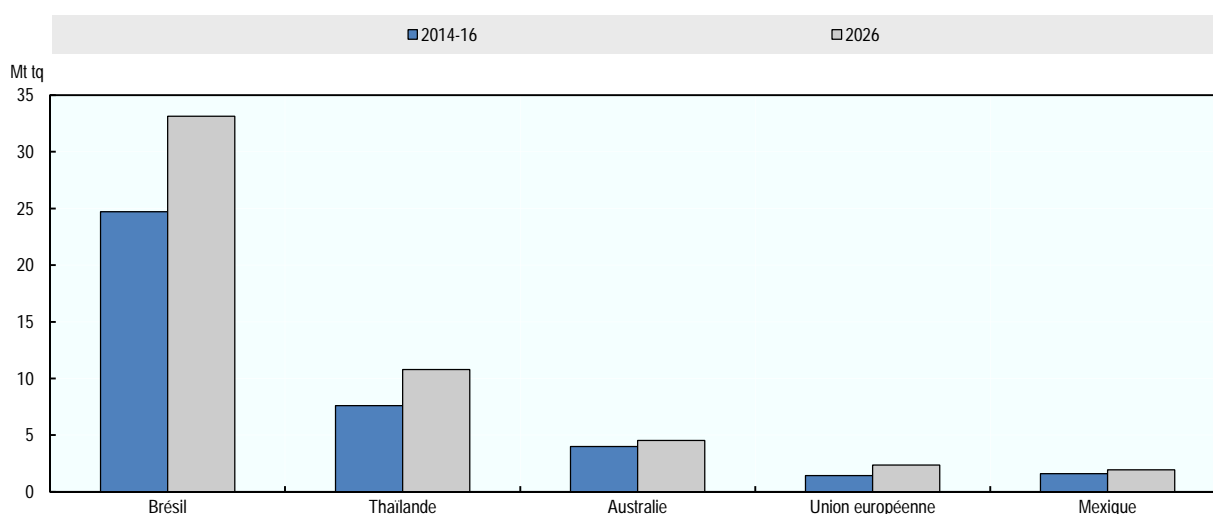
Compte tenu de la compétitivité de l'isoglucose dans la fabrication de boissons sucrées sans alcool, la consommation de ce produit devrait progresser de 14 %, soit 1.8 Mt, jusqu'en 2026. L'Union européenne sera à l'origine de l'essentiel de cette hausse, et les disponibilités en isoglucose devraient y grimper en flèche après la levée du quota. La consommation devrait aussi progresser en Chine et au Mexique. Aux États-Unis, premier producteur mondial d'isoglucose, la demande devrait continuer à baisser, ce produit absorbant 34 % de la consommation d'édulcorants

durant la période de référence, contre 30 % en 2026. Cette évolution s'explique par la diminution des débouchés pour les boissons gazeuses sucrées et la volonté de certains consommateurs d'éviter cet édulcorant.

Échanges

Au cours de la prochaine décennie, les exportations de sucre devraient rester très concentrées (graphique 3.3.5). Selon les prévisions, le Brésil devrait conserver sa place de premier exportateur. En effet, les exportations brésiliennes devraient augmenter durant la période examinée. En 2026, elles devraient avoir progressé de 8.4 Mt et s'élever à 48 % des échanges mondiaux. En Thaïlande, second exportateur mondial, les expéditions devraient s'accroître de 3.2 Mt (soit une progression de 42 % par rapport à la période de référence), alimentées par une hausse continue de la production et les disponibilités à l'exportation. De même, en Australie, le redressement de la production, stimulé par l'intensification de l'investissement dans l'irrigation, l'accroissement des surfaces consacrées à la canne à sucre et une augmentation des capacités de transformation, devrait dopper les exportations à moyen terme.

Graphique 3.3.5. Exportations de sucre des grands pays et régions



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524619>

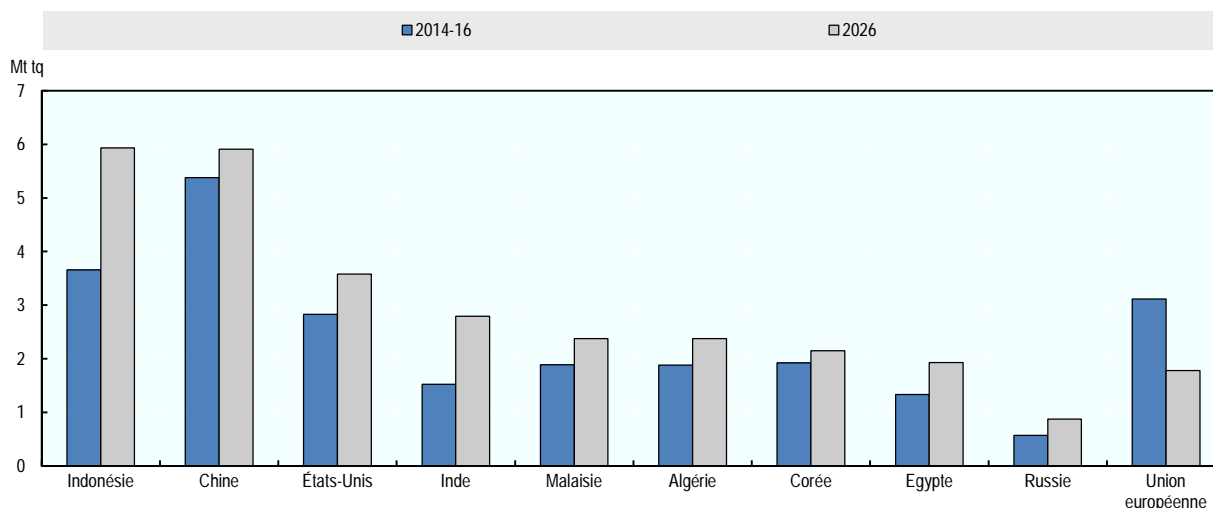
Dans l'Union européenne, l'augmentation de la production de sucre et d'isoglucose consécutive à la levée des quotas de sucre et d'isoglucose devrait se traduire par une hausse des exportations de sucre blanc (+64 % en 2026 par rapport à la période de référence), y compris à un prix plus élevé pour sa qualité. Ces exportations seraient à destination de la région MENA et de l'Extrême-Orient, deux régions déficitaires en sucre, mais elles sont concurrencées par les raffineries traditionnelles de sucre de canne de la région MENA. Les importations de sucre de l'Union européenne doivent diminuer (de 43 % en dix ans). Les échanges d'isoglucose de l'Union européenne demeureront plutôt stables puisque la hausse de la production prévue après 2017 permettra de répondre à la demande intérieure. En conséquence, l'Union européenne devrait perdre sa place parmi les premiers importateurs de sucre, avec une baisse de 1.5 Mt de ses importations à l'horizon 2026 par rapport à la période de référence.

Les importations mondiales sont plus dispersées que les exportations car elles concernent davantage de pays. Selon les projections, l'Asie-Pacifique et l'Afrique connaîtront la plus forte montée de la demande d'importation de sucre (graphique 3.3.6). Au début de la période de référence 2014-2016, la Chine et l'Indonésie sont les principaux importateurs, suivies par l'Union européenne, mais, sur l'ensemble de la période, l'Indonésie et la Chine devraient se hisser en première position, suivies par les États-Unis (à 5.9 Mt, 5.9 Mt et 3.6 Mt respectivement).

Aux États-Unis, pays traditionnellement déficitaire, la politique intérieure, qui vise à contrôler les volumes produits sur le territoire national et le niveau des importations, déterminera largement la donne. Les prix du sucre et du maïs devraient rester stables par rapport aux prix mondiaux pendant la période couverte par les projections, ce qui implique que l'offre devrait rester relativement restreinte. Dans ces conditions, le pays maintiendra ses importations contingentées en franchise de droits dans le cadre des accords de l'OMC et des ALE et ses importations auprès du Mexique dans le cadre de l'ALENA. Ces dernières seront limitées par la quantité de référence des besoins des États-

Unis, définis par les enquêtes sur les droits compensateurs concernant le sucre importé du Mexique, en date du 19 décembre 2014.

Graphique 3.3.6. Importations de sucre des grands pays et régions



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », *Statistiques agricoles de l'OCDE* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524638>

Principales questions et incertitudes

Les projections exposées dans la présente édition des *Perspectives* supposent des conditions météorologiques normales et s'appuient sur certaines hypothèses en ce qui concerne le contexte macroéconomique et les cours du pétrole brut. Malgré le niveau élevé des stocks, tout choc exercé sur l'une quelconque de ces variables serait source de fluctuations, qui pourraient modifier les incitations à produire certaines plantes sucrières et coproduits.

Plusieurs pays producteurs ou consommateurs de sucre adoptent ou sont sur le point d'adopter des textes de loi qui abrogent ou limitent le soutien à la filière sucre nationale. Ainsi, la levée des quotas sur le sucre dans l'Union européenne et en Thaïlande réduira la distorsion des échanges sur les marchés internationaux. Malgré ces réformes, nombreux sont les pays qui maintiennent des droits de douane élevés afin de protéger la production locale, ce qui signifie que les fluctuations des cours internationaux ne sont pas totalement répercutées sur les producteurs et les consommateurs nationaux. Ce phénomène accroît aussi la volatilité sur les marchés internationaux.

Au Brésil, les données macroéconomiques et les facteurs structurels sont une source importante d'incertitude, compte tenu de l'assainissement des finances publiques, en cours, et de la reprise de l'investissement. L'évolution des politiques brésiliennes sur les biocarburants pourrait également se répercuter sur la demande de sucre et les perspectives d'exportation.

Les preuves toujours plus nombreuses des dégâts que peut occasionner une consommation excessive de sucre sur la santé humaine pourraient infléchir la demande de ce produit à l'avenir. Cette tendance pourrait également se trouver renforcée par l'action publique et les mesures anticipatives prises par le secteur agroalimentaire, comme la modification de la composition de certains produits.



Extrait de :
OECD-FAO Agricultural Outlook 2017-2026

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2017), « Sucre », dans *OECD-FAO Agricultural Outlook 2017-2026*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-9-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.